

Concordia, par l'élaboration des programmes en tenant compte de l'avis des experts dans le domaine, par l'approbation des programmes de grade et de tous leurs cours suivant les standards du Sénat de l'Acadia University et par l'ensemble des ressources mises à la disposition des étudiants;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation de la ministre de l'Enseignement supérieur :

QUE le gouvernement reconnaisse, jusqu'au 30 juin 2026, l'Acadia University comme établissement d'enseignement de niveau universitaire aux fins de dispenser à Montréal, par la Faculté de théologie évangélique, des programmes conduisant, au premier cycle, au certificat d'études bibliques, au certificat de relation d'aide et au baccalauréat en théologie (B. Th.) et, au deuxième cycle, à la maîtrise en théologie (M. Th.), à la maîtrise ès arts en théologie (M.A. Théologie) et à la maîtrise en divinité (M. Div.).

*Le secrétaire général associé,*  
MARC-ANTOINE ADAM

69273

Gouvernement du Québec

### **Décret 1060-2018, 7 août 2018**

CONCERNANT la nomination de la firme Ernst & Young s.r.l./s.e.n.c.r.l. à titre de vérificateur externe des livres et comptes de la Caisse de dépôt et placement du Québec

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 48 de la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec (chapitre C-2) prévoit notamment que les livres et comptes de la Caisse de dépôt et placement du Québec sont vérifiés chaque année conjointement par le vérificateur général et par un vérificateur externe nommé par le gouvernement;

ATTENDU QU'il y a lieu de nommer la firme Ernst & Young s.r.l./s.e.n.c.r.l., située au 800, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 1900, à Montréal pour agir conjointement avec le vérificateur général en tant que vérificateur externe des livres et comptes de la Caisse de dépôt et placement du Québec pour les exercices financiers se terminant le 31 décembre des années 2019 à 2023;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Finances :

QUE la firme Ernst & Young s.r.l./s.e.n.c.r.l., située au 800, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 1900, à Montréal, soit nommée pour agir conjointement avec le vérificateur général en tant que vérificateur externe des livres et comptes de la Caisse de dépôt et placement du Québec pour les exercices financiers se terminant le 31 décembre des années 2019 à 2023.

*Le secrétaire général associé,*  
MARC-ANTOINE ADAM

69274

Gouvernement du Québec

### **Décret 1061-2018, 7 août 2018**

CONCERNANT le versement d'une subvention de fonctionnement pour l'année financière 2018-2019 et une avance pour l'année financière 2019-2020 à l'Institut de la statistique du Québec

ATTENDU QUE l'Institut de la statistique du Québec a été institué par l'article 1 de la Loi sur l'Institut de la statistique du Québec (chapitre I-13.011);

ATTENDU QUE le ministre des Finances verse annuellement à l'Institut de la statistique du Québec une subvention de fonctionnement lui permettant de poursuivre sa mission;

ATTENDU QU'il y a lieu de verser à l'Institut de la statistique du Québec une subvention de fonctionnement maximale de 15 984 500 \$ pour l'année financière 2018-2019;

ATTENDU QU'en vertu du décret numéro 716-2017 du 4 juillet 2017, un montant de 3 147 025 \$ a déjà été versé à l'Institut de la statistique du Québec à titre d'avance sur la subvention de fonctionnement à lui être octroyée pour l'année financière 2018-2019, correspondant à 25 % de la subvention totale autorisée pour l'année financière 2017-2018;

ATTENDU QU'il y a lieu de verser à l'Institut de la statistique du Québec le solde de la subvention de fonctionnement à lui être octroyée pour l'année financière 2018-2019, soit un montant de 12 837 475 \$;

ATTENDU QUE, pour pourvoir à ses obligations, il est nécessaire que l'Institut de la statistique du Québec dispose, dès le début de l'année financière 2019-2020, d'une subvention à titre d'avance sur la subvention de fonctionnement à lui être octroyée pour cette année financière, correspondant à 25 % de la subvention totale autorisée pour l'année financière 2018-2019;

ATTENDU QUE le paragraphe *a* de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (chapitre A-6.01, r. 6) prévoit que tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation préalable du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 \$;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Finances :

QUE le ministre des Finances soit autorisé à verser à l'Institut de la statistique du Québec le solde de la subvention de fonctionnement à lui être octroyée pour l'année financière 2018-2019, soit un montant de 12 837 475 \$, portant ainsi la subvention totale pour cette année financière à 15 984 500 \$, selon les modalités prévues à une convention de subvention à être conclue entre le ministre des Finances et l'Institut de la statistique du Québec, dont le texte sera substantiellement conforme à celui du projet de convention annexé à la recommandation ministérielle du présent décret;

QUE le ministre des Finances soit autorisé à verser, au début de l'année financière 2019-2020, à l'Institut de la statistique du Québec, une subvention à titre d'avance sur la subvention de fonctionnement à lui être octroyée pour cette année financière, correspondant à 25 % de la subvention totale autorisée pour l'année financière 2018-2019.

*Le secrétaire général associé,*  
MARC-ANTOINE ADAM

69275

Gouvernement du Québec

### **Décret 1062-2018, 7 août 2018**

CONCERNANT la nomination de la firme Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. à titre de vérificateur externe des livres et des comptes d'Investissement Québec

ATTENDU QUE le premier alinéa de l'article 77 de la Loi sur Investissement Québec (chapitre I-16.0.1) prévoit notamment que les livres et les comptes d'Investissement Québec sont vérifiés chaque année conjointement par le vérificateur général et par un vérificateur externe nommé par le gouvernement;

ATTENDU QU'il y a lieu de nommer la firme Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l. à titre de vérificateur externe pour vérifier conjointement avec le vérificateur général les livres et les comptes d'Investissement Québec pour les exercices financiers se terminant le 31 mars des années 2019 à 2022;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre des Finances et de la ministre de l'Économie, de la Science et de l'Innovation :

QUE la firme Deloitte S.E.N.C.R.L./s.r.l., située au 8, rue Adelaide Ouest, bureau 200, à Toronto, soit nommée à titre de vérificateur externe pour vérifier conjointement avec le vérificateur général les livres et les comptes d'Investissement Québec, et ce, pour les exercices financiers se terminant le 31 mars des années 2019 à 2022.

*Le secrétaire général associé,*  
MARC-ANTOINE ADAM

69276

Gouvernement du Québec

### **Décret 1063-2018, 7 août 2018**

CONCERNANT la participation du gouvernement du Québec par l'intermédiaire d'Investissement Québec au fonds Teralys Capital Fonds d'Innovation 2018 S.E.C.

ATTENDU QUE le Plan économique du Québec de mars 2018 prévoit jusqu'à 61 500 000 \$ pour soutenir la candidature de Teralys Capital Inc. dans le cadre de l'Initiative de catalyse du capital de risque du gouvernement fédéral afin que le Québec poursuive son soutien à des initiatives d'envergure permettant de maintenir des bases solides pour le financement d'entreprises technologiques;

ATTENDU QU'à cette fin, Teralys Capital Inc. a mis en place un fonds, qui prend la forme juridique d'une société en commandite, nommée « Teralys Capital Fonds d'Innovation 2018 S.E.C. », créée en vertu du Code civil du Québec et ayant pour mission de financer des fonds de capital de risque spécialisés, notamment dans les secteurs des technologies de l'information et de la communication, des sciences de la vie et des technologies propres;

ATTENDU QUE la taille minimale de la première clôture de ce fonds est fixée à 200 000 000 \$ et que sa taille maximale est fixée à 400 000 000 \$;

ATTENDU QUE ce fonds sera notamment capitalisé par le gouvernement du Québec, par l'entremise du Fonds du développement économique, pour une somme maximale de 61 500 000 \$;

ATTENDU QUE l'apport du gouvernement du Québec est basé sur la méthode d'appariement proposée par le gouvernement fédéral dans le cadre de l'Initiative de catalyse du capital de risque, laquelle prévoit que les contributions du secteur public atteignent un maximum de 30,7 % de la